



Comment les fabricants d'armes israéliens bénéficient des fonds européens pour la recherche

Par [David Cronin](#) et [IPSC](#)

Mondialisation.ca, 14 janvier 2010

[IPSC](#) 14 janvier 2010

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Militarisation](#)

Israël est le principal partenaire étranger dans « le programme cadre » de l'Union Européenne pour la recherche scientifique auquel a été alloué 53 milliards d'euros entre 2007 et 2013. L'UE est la seconde source de financement de la fondation israélienne pour les sciences basée à Jérusalem.



Janvier 2009 - Bombardements israéliens dans le territoire surpeuplé de Gaza - Photo : AP

Israël escompte que son investissement dans l'actuel programme européen atteindra une valeur d'au moins 500 millions d'euros d'ici sa conclusion en 2013.

Sous prétexte de lutte contre le terrorisme, l'UE a décidé ces dernières années que les entreprises d'armement pouvaient recevoir des financements pour la « recherche en sécurité ». Dix des 45 projets initiaux présentés par l'UE comme étant de la « recherche en sécurité » ont impliqué des entreprises et des institutions universitaires ou d'état israéliennes.

Motorola-Israël, par exemple, prend part au projet « [iDetect 4All](#) », un projet de surveillance financé par l'UE destiné à envoyer des alertes sur des activités suspectes à proximité de bâtiments ou des ressources ayant une valeur économique. Motorola est le premier fabricant de fusibles pour les bombes utilisées par l'aviation israélienne. Des composants d'armements munis d'une étiquette Motorola ont été découverts par les enquêteurs de Human Rights Watch qui avaient fouillé les sites bombardés par Israël à Gaza à la fin de 2008 et au début de 2009. Les fusibles Motorola sont également un élément central de la bombe avec laquelle Israël a massacré au moins 28 civils, en majorité des enfants, réfugiés dans un immeuble d'habitation à Qana, au Liban, en 2006.

Le projet « [iDetect 4All](#) » est susceptible de s'appuyer sur l'expérience acquise lors de l'utilisation des technologies de surveillance en Cisjordanie occupée. Au cours de ces cinq dernières années, un système radar Motorola d'une valeur de 158 millions de dollars a été installé dans 47 colonies de peuplement israéliennes. « The Jerusalem Post » a décrit le système comme une barrière « virtuelle » qui utilise des caméras thermiques pour repérer « les intrus ».

Ce ne sont pas tous les projets financés par l'UE et impliquant Israël qui relèvent de la catégorie de la recherche en sécurité. Israël participe aussi à la recherche en sécurité routière et à la recherche environnementale. Il est cependant instructif de constater que les entreprises d'armement israéliennes soient apparemment investies dans des projets civils, ce qui laisse supposer que les technologies qu'ils y développent peuvent avoir des applications militaires.

Israel Aerospace Industries (IAI), le fabricant des avions de guerre utilisés par Israël dans les territoires palestiniens occupés, a également bénéficié de plusieurs projets financés par l'Union Européenne. Il s'agit notamment du projet « [Clean Sky](#) », visant à développer des moteurs d'avion plus respectueux de l'environnement. La Commission européenne a confirmé que IAI sera en mesure de faire enregistrer des brevets sur les innovations réalisées dans le cadre de ce projet, lui permettant d'utiliser à des fins militaires les fruits de la recherche financée par les contribuables européens.

Elbit, la plus grande compagnie privée d'armes en Israël, participe à un projet intitulé CAPECON (Civil Applications and Economical Effectivity of Potential UAV Configurations). Son objectif est de fournir un plan de vol à des engins aériens sans pilote (UAV) dans l'espace aérien civil en 2015. Plus connus sous le nom de « drones », les engins volants d'Elbit ont été fréquemment utilisés dans les attaques contre les civils palestiniens ainsi qu'en Afghanistan et en Irak. Thomas Bingham, un juriste britannique de premier plan, a comparé ces armes aux mines terrestres et aux bombes à fragmentation et a estimé qu'elles étaient aussi cruelles « car elles sont au-delà de ce qui est humainement supportable ».

Israël est étroitement lié aux activités de recherche de l'UE sur les nanotechnologies. À la suite de la guerre d'Israël contre le Liban en 2006, Shimon Peres (devenu président israélien) a exprimé le désir de voir les nanotechnologies devenir les armes de l'avenir. Bien qu'Israël ait plus récemment voulu donner l'impression que la plupart de ses activités de recherche en nanotechnologie étaient de nature médicale, l'intérêt d'Israël dans ce domaine scientifique ne peut pas être séparé de l'occupation de la Palestine. La stratégie nationale israélienne concernant les nanotechnologies est mise en œuvre avec les conseils de représentants du ministère israélien de la défense et l'ancien président de « Rafael », l'autorité israélienne pour le développement d'armes.

Dans un rapport publié en 2004, le réseau euro-méditerranéen des organisations des droits de l'homme a documenté la façon dont les entreprises dans les colonies israéliennes situées sur les hauteurs du Golan et dans la vallée du Jourdain, ont bénéficié de subventions européennes pour la recherche. La participation de ces entreprises dans les activités de l'UE contredit les déclarations selon lesquelles seuls des organismes situés à l'intérieur des frontières israéliennes internationalement reconnues étaient en droit de coopérer avec l'Union.

Supplément IPSC : Questions à Maire Geoghegan-Quinn commissaire européen pour la recherche et l'innovation

1. Voulez-vous revoir la participation d'Israël au programme-cadre de l'UE pour la recherche européenne, afin que l'argent des contribuables ne soit pas attribué aux entreprises d'armement qui tirent profit de l'occupation de la Palestine ?
2. Voulez-vous vous engager à la révision des projets de recherche en « sécurité » autorisés par votre prédécesseur, M. Janez Potocnik, afin que les entreprises qui facilitent la violation des droits humains ne soient pas admissibles au financement ?
3. Allez-vous introduire de nouvelles règles afin que les entreprises d'armement israéliennes ne soient pas en mesure de participer à des programmes de recherche sur l'environnement ?
4. Jusqu'à présent, la Commission européenne n'a fait que donner ce que les défenseurs des

droits humains considèrent comme de faibles – et surtout verbales – garanties que les entreprises basées dans les colonies israéliennes dans les territoires occupés ne seraient pas en mesure d’obtenir des subventions européenne pour la recherche. Acceptez-vous de fournir des assurances plus solides de façon écrite ? Et quelles mesures prendrez-vous pour vous assurer que les entreprises basées dans les colonies ne soient pas en mesure de contourner toute règle que vous introduiriez pour les empêcher d’avoir accès aux fonds européens, par exemple en prétendant qu’ils sont en réalité basés à Tel-Aviv ?

5. Allez-vous mettre fin à l’affectation de fonds communautaires pour le développement d’armes tels que les engins aériens sans pilote (UAV), qui ont été utilisés pour tuer d’innocents civils en Palestine et en Afghanistan ?

6. Allez-vous introduire de nouvelles lignes directrices concernant la participation d’Israël à des projets en nanotechnologie financés par l’UE, pour faire en sorte que ces projets ne facilitent pas le développement de nouvelles armes ?

Article original : IPSC (Ireland Palestine Solidarity Campaign), [Factsheet: How Israeli arms companies benefit from EU science funds](#), <http://www.ipsc.ie>, publié le 7 décembre 2009.

Traduction de l’anglais : Claude Zurbach, [Info Palestine](#).

David Cronin est journaliste irlandais et vit à Bruxelles. Son ouvrage « Europe’s Unholy Alliance with Israel » sera publié chez Pluto Press en 2010.

La source originale de cet article est [IPSC](#)

Copyright © [David Cronin](#) et [IPSC](#), [IPSC](#), 2010

Articles Par : [David Cronin](#) et [IPSC](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n’engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d’articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l’article, l’adresse url ainsi qu’un hyperlien vers l’article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d’auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d’auteur, dont le détenteur n’a pas toujours autorisé l’utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d’utilisation équitable", dans le but d’améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s’y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu’à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d’auteur pour des raisons autres que "l’utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d’auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca